



C'est à vous, C à moi !



Braquage en direct de Rachida Dati

Hier soir sur France 5, le téléspectateur a assisté, sidéré, à un grand moment de violence politique en direct.

Dans *C à Vous*, Rachida Dati, ministre de la Culture et accessoirement ministre de tutelle de l'audiovisuel public, a offert un numéro d'intimidation sidérant à l'encontre de Patrick Cohen.

Ce dernier ne faisant que son travail de journaliste, a rappelé les enquêtes pour corruption qui pèsent sur la ministre. En retour, il a eu droit à une salve d'attaques personnelles, dans ce que Dati sait faire de mieux : le retournement accusatoire comme sport de combat.

Accusant Patrick Cohen d'être lui-même visé par une enquête pour harcèlement moral, en confondant au passage enquête journalistique et enquête judiciaire - un comble pour une ex-Garde des Sceaux - elle a même menacé de saisir l'article 40 du code de procédure pénale pour saisir la justice à son encontre.

Anne-Élisabeth Lemoine qui tentait de calmer le jeu a elle aussi reçu sa dose de venin, madame Dati l'accusant de pleurer toute la journée et déclarant qu'à « *C à Vous l'ambiance est épouvantable.* »

Malheureusement, ce dérapage n'a rien d'un accident. Ce n'est ni la première fois, ni un simple excès de langage.

Rachida Dati avait déjà par le passé lancé à Élise Lucet un : « *Ma pauvre fille, votre carrière est pathétique* » – et diffamé les journalistes de *Complément d'Enquête* en les traitant de voyous et en les accusant de monnayer leurs interviews, sans la moindre preuve

Ses méthodes sont connues et relèvent d'une dérive trumpiste : intimidation, discrédit, menaces à peine voilées. Qu'importe les faits, qu'importe les preuves. Quand elle est en difficulté, elle cogne. C'est tout ce qu'elle sait faire.

Rappelons qu'en avril dernier, l'examen de la proposition de loi sur le projet de holding de l'audiovisuel public a été suspendu. Pourquoi ? Parce que le climat que faisait régner cette sinistre ministre à l'Assemblée nationale était tout simplement irrespirable et qu'elle s'en était prise, fait inédit, à une fonctionnaire administratrice de la commission Culture.

Et malgré tout cela, aujourd'hui, c'est elle qui tient entre ses mains l'avenir de l'audiovisuel public ?

Ce n'est plus une tutelle, c'est une prise d'otage !

Nous, personnels de l'audiovisuel public, refusons de devenir les pailles politiques de Madame Dati. Nous refusons que notre travail, nos carrières, notre « raison d'être » soient entre les mains de cette personne dont l'incompétence sur le sujet n'a d'égal que son ambition et sa détestation de ce que nous incarnons :

La liberté de l'information, l'indépendance éditoriale, et la pluralité des voix.

Même la direction - chose rare, c'est dire la gravité de l'attaque - a réagi. Certes avec seulement quatre lignes dans un communiqué, c'est le service minimum face à la violence des propos et la menace qu'ils font peser sur notre entreprise.

Nous appelons solennellement Monsieur François Bayrou, et le Président de la République, Emmanuel Macron, à retirer à Rachida Dati la gestion de l'audiovisuel public.

Il est temps de la mettre hors d'état de NOUS NUIRE !

Paris, le 19 juin 2025